

Histoire

Écrit

Épreuve commune

Sujet : « *Presse quotidienne, culture et politique en France (1870-1940)* »

Pour la sixième année consécutive, l'épreuve écrite d'histoire s'est déroulée dans le cadre de la Banque d'épreuves littéraires commune aux Écoles normales supérieures (de Paris, Lyon, Cachan), à l'École des chartes et à d'autres grandes écoles désireuses de sélectionner pour leur propre oral des candidats au niveau reconnu. Le jury, en partie remanié par rapport à l'année précédente, était constitué de 48 correcteurs agréés par l'ENS (22), l'ENS de Lyon (22) et l'École des chartes (4). Ils ont été répartis en 24 binômes ayant pour tâche d'assurer à chaque copie une correction fondée sur les recommandations précises données par les directions des trois écoles précitées, et les courbes de ces binômes ont été harmonisées entre elles, afin de garantir le caractère à la fois équitable et sélectif de l'épreuve.

Le nombre de candidats ayant composé s'est redressé, après le fléchissement de l'année précédente, passant de 4 538 en 2014 à 4675 en 2015, soit 3% d'augmentation. La moyenne générale des notes a été de 9,80 (9,92 en 2013). Les notes inférieures à 6 ont représenté 15,3% du total des copies (14,9% en 2014), contre 32,9% pour celles allant de 6 à 9,5 inclus (33,6% en 2014), 32% pour celles entre 10 et 13,5 (30,3% en 2014) et 19,6% pour les notes égales ou supérieures à 14 (21,4% en 2014), près de la moitié des candidats obtenant donc une note supérieure ou égale à 10. Comme l'an dernier, près de 10% des copies (9,4 %) ont été notées entre 16 et 20. Néanmoins, si la moyenne s'approche de 10 et si les candidats très faibles, ou ayant abandonné dès la première heure, restent très minoritaires, la montée, lors des derniers concours, de la proportion des copies notée entre 1 et 5 mérite de retenir l'attention.

Le sujet proposé cette année, « presse quotidienne, culture et politique sous la Troisième République », ne peut guère avoir surpris les candidats. Ils savaient tous que la presse écrite avait alors connu son âge d'or et, le plus souvent, qu'après l'épisode autoritaire du Second Empire et son effondrement, elle était au cœur du projet de réforme intellectuelle et morale porté par les républicains ; et les études historiques sur la presse, et plus largement sur les *mass-média*, ont beaucoup progressé ces dernières années, ce qui ne peut surprendre l'historien, puisque, comme l'écrivait Benedetto Croce, « toute histoire est histoire contemporaine ». D'une certaine manière donc, le sujet était aussi une invitation à porter un regard sur notre monde, voire sur l'actualité, et la conclusion des devoirs pouvait fort bien s'en faire l'écho.

La première difficulté du sujet tenait au libellé lui-même : comme souvent, donner en introduction des définitions théoriques de la politique et plus encore de la culture n'était pas vraiment indispensable ; en revanche il importait de présenter la presse écrite, soit d'une manière générale soit à un ou deux moments clefs. Et surtout, il fallait absolument prendre conscience que le sujet était centré sur la presse quotidienne. Cela signifie que le monde élitiste des revues, aussi bien savantes (type *Revue historique*) que politico-littéraires (la *Revue des deux mondes*) ou d'avant-garde (la *N.R.F.*) était exclu, ce que les candidats ont en général senti. Tout aussi exclus, ce qui a été moins compris, les hebdomadaires, de l'*Illustration* au *Canard enchaîné*, et de la *Revue politique et littéraire* ou du *Petit écho de la Mode* à *Candide*, *Gringoire* ou *Marie-Claire*... On peut les évoquer, ne serait-ce que pour expliquer les mutations de l'entre-deux-guerres, mais certainement pas les confondre avec les quotidiens. Il faut regretter également que trop de devoirs aient négligé, parfois même ignoré, l'existence de quotidiens régionaux ou locaux, dont le rôle culturel et politique a été majeur à partir de la fin du dix-neuvième siècle, et de l'invention des éditions locales.

Deuxième difficulté, classique pour un sujet portant sur l'ensemble de la période au programme : le choix d'un plan. Si les institutions de la République (et la législation sur la presse après la loi fondatrice de juillet 1881) n'ont guère varié, il est clair que le jeu politique a beaucoup changé au fil des années, et que le monde des lecteurs de *Paris-Soir* est assez différent de celui de leurs grands-parents, qui déchiffraient le *Petit Journal*. Le panorama d'ensemble de la presse française, comme les moyens techniques de l'information et les journaux eux-mêmes ont beaucoup évolué, avec la généralisation des illustrations, puis de la photographie. Un plan chronologique n'est donc pas inconcevable, à condition de veiller à un certain équilibre des périodes correspondant aux différents développements (consacrer plusieurs pages à la décennie qui aboutit à la loi de 1881, ou – cela s'est trop vu – aux seules années 1914-1918, rend matériellement impossible de traiter convenablement de l'entre-deux-guerres, sur lequel l'information de beaucoup de candidats était d'ailleurs malheureusement lacunaire). Soulignons encore une difficulté inhérente, dans ce cas précis, au plan chronologique, le risque de succomber aux charmes du récit, avec par exemple un long - souvent trop long -

exposé sur l'Affaire Dreyfus, au reste insuffisamment centré sur sa dimension médiatique. Mais, répétons-le, le jury n'avait aucun a priori contre un plan chronologique, qui a été choisi par nombre d'excellents candidats.

Il faut maintenant rappeler aux candidats, spécialement aux non-historiens, la grande majorité donc, que le choix d'un plan thématique (celui des remarques générales qui vont suivre) n'exonère en aucun cas de l'obligation de s'appuyer, à tous les moments de leur exposé, sur des connaissances précises. Il n'y a pas d'histoire sans faits, sans dates (la loi de 1881, les lois scélérates, la parution de *J'accuse*, le statut des journalistes...) , sans titres (les « quatre grands », journaux millionnaires de la Belle époque doivent être correctement cités, mais on ne saurait réduire la presse d'opinion à *l'Aurore*, *l'Humanité* et *l'Action française*, comme l'ont fait trop de devoirs, et puis sans demander des dizaines de quotidiens provinciaux, on attendait quand même *La Dépêche de Toulouse*, *Le Petit Marseillais*, *Ouest-Eclair*, *La Voix du Nord*, *Le Progrès de Lyon* ou *La petite Gironde*...) ni sans noms (de directeurs de journaux, Emile de Girardin, Adrien Hébrard, Arthur Meyer, Maurice Bunau-Varilla, Jean Prouvost ; d'hommes politiques, d'écrivains et de journalistes, comme Gambetta, Clemenceau, Jaurès, Barrès, Maurras, Blum, Vaillant-Couturier, et nous en passons ; de critiques littéraires ou de théâtre comme Francisque Sarcey, de grands reporters – Albert Londres, quand même ! et même de dessinateurs, tels Caran d'Ache, Sennep...). Quant à la presse elle-même, ne nuirait pas non plus un minimum de connaissances techniques : pouvoir expliquer ce qu'est une agence de presse, une rotative ou une linotype, un bélinographe, avoir quelques notions sur les prix de vente (la presse à un sou, qu'est-ce à dire ?) et fournir des chiffres de tirages ayant un minimum de vraisemblance. En histoire, les idées générales, aussi brillantes soient-elles, ne valent rien sans cette armature de faits vérifiables, concrets et qui exigent du travail et de la mémoire.

La presse est donc d'abord un enjeu politique. Il fallait rappeler l'importance accordée à la liberté de la presse par les républicains, leur volonté d'enraciner la démocratie par la diffusion d'une culture et d'une information politique sans laquelle le suffrage universel ne pouvait engendrer que le régime bonapartiste honni. D'où le soin avec lequel cette loi fut préparée, et son caractère « organique », fondamental, qui explique qu'elle n'ait fait l'objet que de retouches, en dépit des critiques, mais aussi qu'elle ne pouvait être présentée avec désinvolture dans les devoirs, d'autant, rappelons-le, qu'elle est encore le socle de la législation actuelle.

Il importait donc de décrire les principales dispositions de la loi, qui complétait la suppression du brevet d'imprimeur à la chute du Second Empire. La presse est désormais libre (et non pas « libéralisée ») ce qui explique largement son fulgurant essor dans les décennies suivantes, d'autant que les progrès techniques abaissent les coûts et accélèrent les tirages. Cette liberté sans égale à l'époque dans l'ancien monde est cependant encadrée : même s'il n'existe aucune limite proprement politique, c'est bien connu : on peut injurier sans entraves « Marianne la salope » ou « la gueuse » ; presque seul subsiste le délit d'offense au président de la République. La diffamation et la calomnie ne sont que faiblement réprimées, la pornographie, à peine plus. En revanche, bien avant les lois « scélérates », étaient beaucoup mieux protégées contre toutes les attaques la propriété et l'obéissance due par les soldats à leurs supérieurs, ce qui explique qu'il y ait toujours, dans les prisons de la République – dans des conditions très supportables –, quelques condamnés pour délits de presse (Gustave Hervé...). Les limites du modèle économique n'apparaîtront que peu à peu.

Dans ces conditions, la presse a pu pleinement jouer son rôle d'arène du débat politique, et le fait a été généralement souligné dans les copies. La richesse et la variété de la presse d'opinion, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, sont des faits bien connus, encore que la fragilité de cette presse, même avant 1914, soit mal appréciée. On a moins remarqué que les grands quotidiens dits d'information n'échappaient pas non plus à une certaine polarisation politique, manifeste dès le tournant du siècle. Quoi qu'il en soit, il fallait évidemment faire toute leur place aux grandes affaires où la presse a joué un rôle déterminant, en particulier Panama, l'Affaire Dreyfus, mais aussi l'affaire Stavisky et le suicide de Roger Salengro : cela a été généralement fait, avec plus ou moins de bonheur et de précision. En revanche, le rôle absolument fondamental de la presse parisienne et surtout locale dans la structuration des opinions et des partis, comme dans la carrière des principales personnalités, a été rarement abordé, sauf (et encore) à propos de *l'Action française* et de *l'Humanité*.

L'essor considérable du nombre de titres et surtout des tirages des journaux, en somme la démocratisation de l'écrit, a correspondu aux attentes des fondateurs de la Troisième République. Sauf peut-être Girardin, il est peu probable en revanche qu'ils aient vraiment imaginé toutes les transformations profondes qu'engendrerait la naissance de ce qu'on pourrait appeler une culture du quotidien. Il s'agit ici de deux choses : la plus discrète, à quoi les meilleures copies ne sont pas restées insensibles, le changement d'appréhension du monde que constitue le fait que les lecteurs, innombrables, s'habituent à penser le quotidien comme apportant constamment des nouveautés, en somme l'invention de l'« actualité » face à des rythmes temporels anciens, sinon immémoriaux beaucoup plus lents (c'est un thème développé par Dominique Kalifa dans *la Civilisation du journal*). En contrepartie, à partir de la Belle époque, dans la concurrence que se font désormais les grands titres dits nationaux, il faudra fournir de l'actualité coûte que coûte (rôle du scoop : penser à l'annonce du succès de Nungesser et Coli dans leur traversée de l'Atlantique ; inflation des rubriques qui ne demandent pas trop d'efforts à la rédaction : les chiens écrasés, puis les sports par exemple).

Quels étaient donc les contenus véhiculés par les quotidiens ? En dépit des différences de prix, des cinq centimes de la grande presse aux quinze des *Débats* ou du *Temps*, qui se voulaient « quotidiens de référence », ils étaient à peu près accessibles à tous, mais ils s'adressaient d'abord aux hommes adultes (à une seule brève exception près, la *Fronde*, la presse féminine était hebdomadaire, voire de périodicité moindre ; les publications pour enfants, la *Semaine de Suzette* ou le *Journal de Mickey* aussi). La place de la politique dans les colonnes restait donc considérable, même dans les journaux dits d'information : les débats du parlement étaient largement développés, les déclarations des ministres et des principales personnalités bien relayés. La presse a donc nourri la culture politique des citoyens, et a eu un rôle de pédagogie des institutions et des pratiques politiques à ne pas négliger, à l'évidence beaucoup plus développé que dans d'autres pays à niveau culturel comparable (l'Allemagne ou la Grande Bretagne jusqu'en 1914)

Les autres rubriques ont été généralement moins bien traitées dans les copies. Les rubriques culturelles, les « feuilletons » hebdomadaires, littéraire, théâtral, musical, scientifique, spécialement, alors qu'elles avaient une place fondamentale dans la presse de qualité du premier dix-neuvième siècle. L'influence de critiques réputés (Sarcey par exemple, pour le théâtre) était considérable, et jouait en général dans un sens assez conservateur, notamment contre les « impressionnistes » et la peinture moderne. Ces rubriques ne disparaissent pas complètement, loin de là, mais leur importance a diminué (le cas le plus spectaculaire étant celui de la rubrique scientifique, étouffée au profit d'une vision anecdotique des progrès et des personnalités scientifiques, et que l'essor de périodiques de vulgarisation ne compense pas...). N'oublions pas une nouveauté de l'entre-deux-guerres, la chronique cinématographique.

Mention a été souvent faite du roman-feuilleton, avec quelques naïvetés d'ailleurs. Là encore, l'âge d'or s'est situé au début de la période, sinon avant : des écrivains comme Zola ou Jules Verne font paraître d'abord leurs œuvres en feuilleton. La littérature de la fin du siècle et de la Belle Époque est plus élitiste dans ses modes de prépublication. Mais tous les quotidiens de la Belle Époque publient un et, le plus souvent, deux romans feuilletons, sans compter les nouvelles et contes. Des auteurs très oubliés comme Xavier de Montépin avaient une place majeure dans la culture populaire (notamment féminine), ce qu'a rappelé Anne-Marie Thiesse dans *Le roman du quotidien*.

Quant aux faits-divers, dont trop de copies ont oublié l'importance, ils ne sont pas une invention de la presse populaire de la fin du siècle, ni même du *Petit Journal* avec l'affaire Troppman. Mais les « grands » journaux, la presse dite d'information y insistent particulièrement, avec un mélange bien connu de voyeurisme et de moralisme. Sur ce point, essentiel dans le développement de la « culture de masse », les meilleurs devoirs ont su citer les analyses de Dominique Kalifa, notamment dans *L'encre et le sang*. La chronique judiciaire reprend ensuite les principales affaires... assurant sans doute au simple lecteur une culture juridique minimale.

Apparurent enfin à la fin du dix-neuvième siècle, dans la presse « à l'américaine » où les longs éditoriaux politiques avaient disparu (le *Matin*, le *Journal* ou le *Figaro*), des nouveautés : l'interview et le grand reportage. Elles se sont épanouies à la Belle époque et surtout dans l'entre-deux-guerres, avec le développement du « star system ». Même s'il peut apparaître comme un succédané modernisé du roman-feuilleton, le grand reportage a représenté une fenêtre ouverte sur l'Europe et le monde, auparavant très peu présents.

Restait à se poser la question de l'influence de la presse et de ses limites. Il fallait d'abord rappeler, de préférence chiffres à l'appui, l'omniprésence du journal dans la vie quotidienne : entre 1900 et 1940, un exemplaire de quotidien pour quatre habitants, un taux qui est longtemps le plus élevé au monde. Tout le monde lit le journal, et les grands quotidiens ont eu leurs plus forts tirages pendant la Grande Guerre, alors qu'ils étaient réduits à deux pages et défigurés par la censure... La progression du lectorat sur l'ensemble de la période est liée à la généralisation de l'instruction élémentaire et de la langue française à partir des lois Ferry, cela a été en général bien vu. Y a contribué aussi la baisse des prix jusqu'à la généralisation du quotidien à un sou de la Belle Époque ; dans l'entre-deux-guerres, avec l'inflation des coûts de production, les prix nominaux ont augmenté, et cela contribue au plafonnement des ventes ; mais objectivement, les prix restent très bas, pour des journaux de plus en plus volumineux. Quant à la disponibilité, elle progresse sur toute la période, avec l'amélioration des transports et des réseaux de distribution, avec l'essor des grands régionaux qui desservent le moindre hameau, en lui fournissant, grâce aux éditions locales, l'information de proximité dont il a aussi besoin.

Il faut envisager cependant, ce qui a rarement été fait de manière synthétique, un problème central, celui de la crédibilité de la presse. Là se trouve une des limites du système économique et politique établi par la loi de 1881. Dans l'ensemble, la presse française était vénale, y compris le très sérieux et très austère *Temps*, lecture favorite des milieux dirigeants en raison de sa richesse et de la précision de son information. Cette vénalité, soupçonnée par une partie de l'opinion dès avant-guerre, devint une certitude dans l'entre-deux-guerres, sans que cela change quoi que ce soit aux pratiques... Entre temps, il y avait eu l'épisode dévastateur du bourrage de crâne des premiers mois du conflit (qui faisait dire à bien des poilus « on peut tout croire, sauf ce qui est écrit dans les journaux »). Ce scepticisme de l'opinion, alimenté par de nombreuses

affaires, suscita en réponse la création du syndicat des journalistes, la rédaction d'une charte du journalisme et l'obtention de la clause de conscience en 1935. Mais, quoi qu'il en soit, la presse se trouvait fragilisée face aux nouvelles concurrences, celles des actualités cinématographiques et de la radio... Ces dernières étaient manifestement mieux connues que les efforts de modernisation des journaux en réponse, le phénomène *Paris-Soir* notamment.

La presse quotidienne a-t-elle répondu aux espoirs placés en elle par les républicains ? La réponse doit évidemment être nuancée, et laisse une large part aux opinions individuelles, à condition de ne pas oublier le jugement rétrospectivement très sévère porté sur la presse de l'entre-deux-guerres par les résistants. Elle a contribué à la naissance d'une nouvelle culture, peut-être plus riche, plus variée, sans doute plus homogène (« la culture de masse ») ; elle a formé des citoyens (plus que des citoyennes évidemment), et les a amenés à prendre part à la vie de la nation ; mais, par son conformisme et son moralisme, elle les a manifestement moins préparés aux complexités du monde d'après 1918.

Que dire enfin de la forme ? Le jury a encore lu trop de copies affligeantes, où l'orthographe et la syntaxe sont malmenées à chaque paragraphe (on mentionnera, par exemple, l'étrange mutation que semble subir le mot scandale, qui perd son « e » final dans nombre de copies, et la raréfaction de l'accent circonflexe), et les injonctions faites aux candidats dans les précédents rapports restent d'actualité. On peut cependant noter quelques progrès dans la rédaction : les résumés pénibles qui introduisaient une partie et souvent la concluaient, se sont faits plus rares, sans encore complètement disparaître. Moins d'introductions démesurées de trois pages, voire davantage : les accroches intéressantes ou stimulantes n'ont pas manqué, et parfois débouché, après l'analyse du libellé sur des questions nettement formulées. En revanche, les conclusions restent souvent décevantes, trop de simples résumés du devoir, voire de reprises de l'introduction, associés à des considérations un peu convenues sur l'actualité des médias : bien entendu, c'est souvent l'effet visible de la précipitation de fin d'épreuve, mais il faut rappeler ce précepte général qu'une bonne, qu'une longue réflexion avant de commencer à écrire permet justement de gagner du temps, et que la conclusion, sans forcément être rédigée à l'avance, devrait aussi avoir été préparée. Mais en ce domaine, la critique est facile et l'art reste difficile.